Le serpent de la liberté

Partage international n° 47 – Juillet 1992

« Le désordre, le chaos et la corruption s'accroissent en Union Soviétique. Nous sommes mal informés de l'agitation que connaît ce pays. La politique d'ouverture a libéré le peuple des servitudes du passé. Pourtant, c'est comme si l'on avait lâché un serpent venimeux. »

Cet extrait provient des déclarations du collaborateur de Maitreya transmises chaque mois à des journalistes londoniens. Il est daté du 16 avril 1989, à une époque où les médias ne se préoccupaient guère en effet des désordres intérieurs de l'ex-Union Soviétique. Il y a trois ans, cette affirmation pouvait sembler absurde et douteuse. Comment la nouvelle politique de la glasnost (l'ouverture) pouvait-elle être sérieusement comparée à un « serpent mortel » ? Les lecteurs de *Partage International* vivant dans les pays démocratiques, de même que ceux qui vivent sous des régimes dictatoriaux répressifs, auront peut-être lu ces commentaires avec étonnement et quelque réticence, ou même avec réprobation.

Le collaborateur de Maitreya a cependant poursuivi dans le même sens au cours des mois suivants : « La liberté est semblable à un serpent qu'on aurait laissé s'échapper d'un panier et qui s'en irait mordre les gens alentour. La politique d'ouverture de M. Gorbatchev a éveillé l'égoïsme dans la population qui se met tout à coup à exiger des biens matériels. Les gens veulent ceci, cela. L'ensemble de cette situation sera à l'origine d'une crise, de corruption et de troubles. On blâmera M. Gorbatchev pour cet état de fait et il sera remplacé » écrivait Patricia Pitchon le 24 mai 1989 en citant le collaborateur de Maitreya.

Se pourrait-il que Maitreya (qui se trouve à l'origine des informations transmises par son collaborateur) soit contre la liberté ? N'était-ce pas la liberté que les peuples de ce qui était à l'époque le bloc de l'Est demandaient depuis si longtemps ? La liberté de l'homme n'est-elle pas l'un des principes fondamentaux des enseignements de la sagesse éternelle ? Le 7 février 1990, le collaborateur de Maitreya a développé ses premières affirmations en ajoutant : « Finalement, M. Gorbatchev sera remplacé, en raison de l'extension du conflit nationaliste dont on lui attribuera la responsabilité. Il a laissé le « serpent venimeux » de la liberté s'échapper de son panier alors que le peuple n'était pas encore prêt. « *Ce qu'il a fait était juste, mais il l'a fait au mauvais moment.* »

La justesse et la précision de ce jugement nous apparaissent maintenant évidentes. La liberté, ce droit de l'homme élémentaire, est venue trop brusquement pour que les pays du bloc de l'Est puissent la gérer avec sagesse. Pendant de longues années, nombreux sont les habitants de ces pays à avoir envié la vie facile des pays industrialisés, ne cherchant qu'à acquérir la même liberté et un niveau de consommation semblable, qui les faisait rêver. Leurs désirs et leurs attentes étaient exacerbés par les économistes et les politiciens occidentaux qui conseillaient (ou plutôt exigeaient) que les structures communistes et les économies d'Etat soient assainies par des moyens de choc, rapides et percutants.

Les conséquences sociales ont été désastreuses — bien plus encore que ne le craignaient ceux qui, comme *Partage International*, critiquent de telles mesures draconiennes. Ni le peuple ni les politiciens n'avaient la moindre idée de la manière de gérer cette liberté si soudainement acquise, en dehors de quelques opportunistes qui ont su tirer profit de cette confusion en devenant millionnaires presque d'un jour à l'autre. Pour l'immense majorité qui se trouve au bas de l'échelle, le rêve s'est transformé en cauchemar. Il suffit de considérer un pays comme la Roumanie, par exemple, pour constater immédiatement les effets produits par cette liberté tant désirée. Peter Michielsen, journaliste au *NRC Handelsblad*, a fait les observations suivantes : « Les services sociaux ont fondu comme neige au soleil. A Bucarest, des milliers d'enfants qui se sont enfuis des orphelinats vivent maintenant dans les égouts, dans les bennes à ordures et dans les stations de métro. Ils sont affamés, malades et désespérés, vivant de mendicité et de rapine. Ils respirent de la colle. Personne ne sait que faire de ces enfants… Ce n'est guère mieux ailleurs. Les gares de Sofia, Budapest et Varsovie regorgent de sans-abris… L'année dernière, 60 pour cent des Moscovites vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Les taux de criminalité sont en augmentation. Les rangs des chômeurs se gonflent chaque jour, » etc…

Les partisans des thérapies de choc s'obstinent à dire qu'il ne s'agit là que « d'effets secondaires »

temporaires. Et, contre vents et marées, ils continuent à penser que si l'on donne la liberté à ceux qui sont économiquement forts, à la longue, tout le monde en bénéficiera. En dehors du fait qu'elle n'aide pas, aujourd'hui, les enfants des rues de Bucarest, de Budapest ou de Varsovie, cette théorie ne tient pas debout. C'est une illusion. Pire encore, c'est un mensonge allègrement répandu par des politiciens qui ne comptent aucun supporter parmi les hordes de pauvres, trop désenchantés pour voter, mais qui comptent sur les voix des mieux nantis.

Une liberté illimitée pour ceux qui sont économiquement forts *ne conduit pas par elle-même* à l'amélioration du niveau de vie des pauvres. Il en existe de nombreux exemples — le cas de Los Angeles est typique. Le boom économique des années 80 et la détérioration financière simultanée des services de prévoyance sociale (conditions idéales si l'on suit ce mythe selon lequel la richesse finit automatiquement par toucher les plus pauvres) ont rendu la vie de plus en plus insupportable pour la population des quartiers pauvres. Le Président Bush a balayé les faits d'un revers de la main en rejetant la responsabilité des émeutes du mois d'avril à Los Angeles sur les Démocrates qui, dit-il, se sont montrés trop généreux avec les pauvres dans les années 70. Le credo économique du Président Bush repose sur deux hypothèses simples : si les riches gagnent plus (par exemples grâce aux exonérations fiscales) ils travailleront davantage ; si, d'autre part, les pauvres reçoivent de l'argent (même une aumône tout juste suffisante pour survivre), ils deviendront encore plus paresseux et refuseront de travailler. Cette philosophie monstrueuse — bien entendu exprimée en termes soigneusement choisis — a été répandue pendant des années dans tous les pays du monde par l'intermédiaire du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale. Au cours des dernières années, les pays d'Amérique Latine se sont vu l'un après l'autre imposer la 'liberté' et les impératifs du marché. Et cela a en effet fonctionné : l'hyperinflation a été freinée, la bourse est montée en flèche et les économies se sont encore une fois relevées. Mais malheureusement, les répercussions financières positives sur les pauvres ne se sont pas produites, contrairement à ce que les monétaristes purs et durs avaient affirmé. Il est également regrettable qu'il ne reste aucune place dans le cadre de cette liberté illimitée pour des secteurs tels que l'éducation, la prévoyance sociale et le logement. A l'heure actuelle, plus de la moitié de la population de l'Amérique Latine souffre des effets d'une pauvreté croissante : ils vivent plus mal aujourd'hui qu'il y a 10 ou 15 ans.

La Banque Mondiale (qui était jusqu'à récemment le valet du FMI) commence à admettre, quoique timidement, que les thérapies de choc et l'économie de marché ne profitent pas automatiquement aux plus pauvres, et que l'effet contraire peut même se produire. Les peuples d'Europe de l'Est ont soudainement découvert cette dure vérité. Leur expérience douloureuse démontre que le collaborateur de Maitreya avait raison d'appeler la liberté un « serpent », un serpent qui mord s'il n'est pas contrôlé par l'humanité, grâce à la prise de conscience que nous sommes responsables les uns vis-à-vis des autres, et à la mise en place de mesures propres à répondre à nos besoins mutuels.

Russie
Thématiques : Société, Économie
Rubrique : Editorial